

# Le Bonnet Rouge

BUREAUX: 14, rue Drouot, Paris (9<sup>e</sup>)

Quotidien Républicain du soir

Le Numéro: Cinq Centimes

TÉLÉPHONE: Central 69-70 et Central 80-82

DIRECTEUR: Miguel ALMEREYDA

Un an: PARIS 20 fr.; DÉPT 24 fr.; ÉTRANGER 32 fr.

## LA CRISE ESPAGNOLE

### La Catalogne

Madrid, 5 juillet. — On mande de Barcelone qu'à l'hôtel de ville a eu lieu, aujourd'hui, la première réunion des députés et sénateurs catalans. Y ont assisté des parlementaires de tous les groupes politiques qui s'accordent pour demander au gouvernement l'institution de l'autonomie administrative dans toute l'Espagne et aussi, dans le cas où le gouvernement n'ouvriait pas les Cortès, la convocation à une réunion extraordinaire de tous les députés et sénateurs espagnols, cette réunion aurait lieu le 19 courant à Barcelone.

Madrid, 5 juillet. — 99 députés et sénateurs libéraux ont signé un message d'adhésion à la politique du comte Romanones et approuvant son récent message sur la politique internationale.

Dans la soirée, s'est tenu à Londres l'ambassadeur d'Espagne en Grande-Bretagne, Merry del Val. — (Information.)

L'ambassadeur Merry del Val est le frère du célèbre cardinal Merry del Val qui fut secrétaire d'État du Vatican, sous le pontificat de Pie X, et qui passa pour l'inspirateur de toutes les attaques du pape dirigées contre la République.

M. Merry del Val fut quelque temps ambassadeur d'Espagne auprès du Vatican.

Madrid, 5 juillet. — La réunion au cercle libéral des partisans du comte de Romanones, était présidée par M. Vincenti.

Nous condamnons énergiquement la conduite des présidents des Chambres: c'est un crime de lèse-patrie, alors que la répression de la guerre se crève au violentment l'Espagne, de vouloir diviser le parti monarchique. Tous les éléments doivent participer à l'assemblée générale du parti, les anciens parlementaires, les anciens conseillers généraux.

Le parti est résolu:

Le A. condamne le procédé employé par quelques oxygénateurs pour choisir le nouveau chef du parti, procédé qui ne correspond aucunement au caractère démocratique du parti, puisqu'il fait prévaloir une question de personnes sur une question d'idées et qu'il méconnaît ainsi les véritables causes qui ont provoqué la décomposition du parti et les exigences actuelles de la vie politique en Espagne.

Le A. reconstruit le parti libéral sur la base d'un programme défini et concret, en harmonie avec les problèmes actuels.

L'Assemblée représentative toutes les forces libérales du pays, les assistants décideront approuver la politique internationale et l'orientation énoncée dans le message adressé par le comte de Romanones au roi.

## LES DÉSORDRES D'AMSTERDAM

### Vers la Grève Générale

London, 6 juillet. — De Rotterdam aux Daily News:

« On mande d'Amsterdam qu'un contingent de soldats, au cours des désordres motivés par le pillage des pommes de terre, s'est montré sensible aux excitations de la foule qui le poussait à ne pas employer la force. Les officiers, voyant qu'ils ne pouvaient pas compter sur leurs hommes, les firent rentrer à la caserne.

« Lorsque David Winkop tenta de persuader les émeutiers de rentrer chez eux,

ceux-ci répondirent: « Nous le ferons demain ou après-demain. »

« On s'attend à la grève générale; une grande anxiété règne dans la Hollande entière au sujet du développement que peut prendre la situation.

Le Daily Telegraph annonce qu'au suivant les derniers rapports parvenus d'Amsterdam, la grève des chantiers de constructions navales s'étend avec une très grande rapidité. D'ores et déjà, le port entier est en pleine chômage; toutes les manifestations dans les rues sont interdites.

## Le Parti Socialiste ET LA QUESTION D'Alsace-Lorraine

La déclaration de M. Albert Thomas vient de poser de nouveau, devant l'opinion, la question de l'Alsace-Lorraine. Or ce problème est de ceux qui ont le plus vivement préoccupé, au cours des dernières semaines, la commission de quarante membres chargée par le parti socialiste français de négocier, à la délégation hollandaise-scandinave de Stockholm.

Cette commission avait finalement désigné dans ses rangs une sous-commission de quatre membres, qui devait élaborer un texte transactionnel; elle comprenait: MM. Longuet, Paul Louis, Renaudel et Alexandre Varenne. Ce texte, soumis lundi à la commission plénière, semble avoir rallié la quasi unanimité des suffrages et si plusieurs délégués ont formulé des réserves, il est probable que dans une pensée d'union (car dans les séances précédentes MM. Renaudel et Paul Louis avaient vivement insisté sur la nécessité de cette union, pour l'action même du socialisme français) Stockholm les feront le sacrifice de leurs dernières hésitations. La séance de ce soir sera probablement décisive.

### LES TROIS THÈSES

Comment se posait le problème devant le parti socialiste français?

Dans toutes ses déclarations antérieures il avait réclamé pour l'Alsace-Lorraine les réparations de droit. Mais aujourd'hui il était nécessaire, en réponse au questionnaire de Stockholm, de préciser les formules. Trois thèses se trouvaient en présence:

- 1<sup>o</sup> Les protestations que les Alsaciens-Lorrains avaient émises en 1871 et en 1874, et qu'ils n'avaient cessé de renouveler depuis lors, suffisent à attester solennellement leur volonté de revenir à la France. Il était donc inutile de les consulter à nouveau, puisque le monde entier connaissait leurs préférences, et que le droit, d'autre part, est imprescriptible.
  - 2<sup>o</sup> Les protestations formulées sont d'une valeur indéfinissable. Elles prouvent que jamais les Alsaciens-Lorrains n'ont adhéré à l'acte de violence commis en 1871; mais elles ne suffisent pas à attester solennellement leur volonté de revenir à la France. Il était donc inutile de les consulter à nouveau, puisque le monde entier connaissait leurs préférences, et que le droit, d'autre part, est imprescriptible.
  - 3<sup>o</sup> Les protestations formulées sont d'une valeur indéfinissable. Elles prouvent que jamais les Alsaciens-Lorrains n'ont adhéré à l'acte de violence commis en 1871; mais elles ne suffisent pas à attester solennellement leur volonté de revenir à la France. Il était donc inutile de les consulter à nouveau, puisque le monde entier connaissait leurs préférences, et que le droit, d'autre part, est imprescriptible.
- La transaction s'est établie ainsi: affirmation de fait indéfinissable que les Alsaciens-Lorrains ont toujours protesté contre l'annexion à l'Allemagne et manifesté leur

## La Réponse au Questionnaire

On en connaît la teneur, mais elle ne sera publiée que lorsqu'elle aura été remise à Stockholm.

La commission du parti socialiste français chargée de rédiger la réponse au questionnaire de Stockholm, a tenu, au Palais des Fêtes, une nouvelle réunion.

Après un assez vif débat, à la suite duquel ont pris part MM. Mistréal, Poisson et Lévy, le texte relatif à la question de l'Alsace-Lorraine, proposé par la sous-commission et dont M. Renaudel a donné lecture, a été voté.

La motion adoptée proclame les droits indéfinissables que la France possède à la restitution de deux provinces qui lui ont été arrachées en 1871.

Toutefois, les socialistes français — « pour demeurer fidèles au principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes et permettre aux Alsaciens-Lorrains de consacrer de façon définitive, la réparation du droit violé — admettent qu'il soit procédé, dans l'année qui suivra la conclusion de la paix, à une consultation des provinces lésées, sous l'égide de l'organisme juridique que comportera la Société des nations.

M. Renaudel a soumis, ensuite, à l'assemblée, le paragraphe de la réponse qui a trait aux responsabilités de la guerre.

Après un exposé de toutes les causes qui ont engendré le conflit — notamment l'oppression des nationalités, dont l'Alsace-Lorraine — il a établi que la guerre a été provoquée par les empires centraux.

La motion réitère l'édiction produite par l'Allemagne pour rejeter sur la France le rôle d'agresseur en prétendant — ce qui contredit le document, a été formellement démenti — que des aviateurs avaient survolé Nuremberg en jetant des bombes.

Un passage est consacré à la violation de la Belgique, contre la loi des traités, le parti socialiste justifiant ainsi la nécessité d'établir la Société des nations.

La motion demande enfin qu'à l'avenir un tribunal d'arbitrage soit appelé à se prononcer à l'origine de tous les conflits.

Cette motion ne sera publiée que lorsqu'elle aura été remise à Stockholm par MM. Renaudel et Longuet.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous n'avons pas encore le texte du referendum de la section belge.

## COMMUNIQUÉS OFFICIELS

1066<sup>e</sup> JOUR DE LA GUERRE

La lutte d'artillerie a été par moments assez vive, entre la Miette et l'Aisne. Trois tentatives de coups de main sur nos petits postes dans cette région ont échoué sous nos feux.

En Champagne, activité marquée des deux artilleurs, notamment au Casque et au Téton. Nous avons aisément repoussé les tentatives ennemies à l'ouest du Mont Cornillet et au sud-est de Tahure.

Sur la rive gauche de la Meuse, nos batteries ont exécuté des tirs de destruction sur les organisations allemandes au nord et à l'ouest de la cote 334.

Rencontres de patrouilles vers Louvemont, sur la rive droite. Nous avons fait des prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

## SUR LE FRONT DE CALICIE

Londres, 6 juillet. — Le Times écrit: Les Russes continuent leur offensive mais l'ampleur des attaques devient plus limitée. Les combats d'infanterie sont maintenant restreints au front de la Galicie. Le mouvement de réaction politique provoqué par cette offensive, et que la presse russe a signalé, s'accroît d'une manière satisfaisante. On en trouve une preuve significative dans le bon accueil fait par les organes socialistes à l'amélioration constatée dans les qualités combatives de l'armée et attribuée à la nouvelle discipline introduite dans les troupes.

## HOMMAGE DE L'ENNEMI

Zurich, 6 juillet. — La Gazette de Francfort constate que l'offensive russe a été admirablement préparée et que le service d'observation russe fut à la hauteur de sa tâche.

## UN TELEGRAMME

M. Poincaré, ministre de la Guerre, vient d'adresser un télégramme de félicitations à M. Kerensky, ministre de la guerre en Russie.

## A BATONS ROMPUS

Elle sera belle cette fourragère nouvellement accordée aux régiments titulaires de cinq citations. Alors que celle que nous connaissons est aux couleurs de la croix de guerre, celle-ci sera jaune et verte, comme la médaille militaire.

Peut-être aussi les rédimés dix fois cités s'en verront-ils gratifier une, plus glorieuse encore, et rouge, comme le ruban de la Légion d'honneur.

Mais, nous n'en sommes point encore arrivés là. Tenons-nous en à la plus récente fourragère.

Elle sera remise solennellement le 14 juillet, à une trentaine d'hommes du 1<sup>er</sup> régiment de marche de la légion étrangère.

Ma curiosité malade me portera sur le lieu où cette corde à briquet — pour employer l'expression même des soldats qui en sont porteurs — sera accrochée sur ces trente épaules.

(43 lignes censurées)

## La Réponse au Questionnaire

On en connaît la teneur, mais elle ne sera publiée que lorsqu'elle aura été remise à Stockholm.

La commission du parti socialiste français chargée de rédiger la réponse au questionnaire de Stockholm, a tenu, au Palais des Fêtes, une nouvelle réunion.

Après un assez vif débat, à la suite duquel ont pris part MM. Mistréal, Poisson et Lévy, le texte relatif à la question de l'Alsace-Lorraine, proposé par la sous-commission et dont M. Renaudel a donné lecture, a été voté.

La motion adoptée proclame les droits indéfinissables que la France possède à la restitution de deux provinces qui lui ont été arrachées en 1871.

Toutefois, les socialistes français — « pour demeurer fidèles au principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes et permettre aux Alsaciens-Lorrains de consacrer de façon définitive, la réparation du droit violé — admettent qu'il soit procédé, dans l'année qui suivra la conclusion de la paix, à une consultation des provinces lésées, sous l'égide de l'organisme juridique que comportera la Société des nations.

M. Renaudel a soumis, ensuite, à l'assemblée, le paragraphe de la réponse qui a trait aux responsabilités de la guerre.

Après un exposé de toutes les causes qui ont engendré le conflit — notamment l'oppression des nationalités, dont l'Alsace-Lorraine — il a établi que la guerre a été provoquée par les empires centraux.

La motion réitère l'édiction produite par l'Allemagne pour rejeter sur la France le rôle d'agresseur en prétendant — ce qui contredit le document, a été formellement démenti — que des aviateurs avaient survolé Nuremberg en jetant des bombes.

Un passage est consacré à la violation de la Belgique, contre la loi des traités, le parti socialiste justifiant ainsi la nécessité d'établir la Société des nations.

La motion demande enfin qu'à l'avenir un tribunal d'arbitrage soit appelé à se prononcer à l'origine de tous les conflits.

Cette motion ne sera publiée que lorsqu'elle aura été remise à Stockholm par MM. Renaudel et Longuet.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous n'avons pas encore le texte du referendum de la section belge.

## Monsieur BADIN

Athènes, 5 juillet. — M. Venizelos a offert ce soir un dîner en l'honneur de M. Jannak.

Parmi les convives: le général Sarrail, ses officiers généraux, les ministres grecs.

Après avoir prononcé l'éloge de M. Jannak et du général Sarrail, M. Venizelos parla de la France et, assure le haut-commissaire, de son amitié pour notre pays.

M. Jannak répondit tout au long de la mission qu'en son nom personnel,

## A ATHÈNES

Athènes, 5 juillet. — M. Venizelos a offert ce soir un dîner en l'honneur de M. Jannak.

Parmi les convives: le général Sarrail, ses officiers généraux, les ministres grecs.

Après avoir prononcé l'éloge de M. Jannak et du général Sarrail, M. Venizelos parla de la France et, assure le haut-commissaire, de son amitié pour notre pays.

M. Jannak répondit tout au long de la mission qu'en son nom personnel,

## Histoire Macabre et funambulesque

UN CADAVRE DE VIEILLE FEMME...  
UNE ROBE DE BUREAU...  
DES CIERGES...  
DE L'ALCOOL...

Ce matin il n'était question, dans le III<sup>e</sup> arrondissement, que d'une histoire effrayante, une de ces aventures macabres propres à ravir Edgar Poe.

Il y avait de quoi faire dresser les cheveux sur la tête d'hommes impressionnables.

Voilà:

« Habitant ensemble une chambre, au 4 de la rue de Montmorency, les sœurs Duchartier, Anne, 67 ans, et Marie, 65 ans, ne s'étaient jamais quittées. L'aînée mourut le 29 juin. Sa cadette, dont la raison est ébranlée, voulait conserver la robe, n'alla pas déclarer la décès à la mairie; elle revêtit la défunte d'une robe de bureau, alluma des cierges, et pensait empêcher la décomposition du corps, l'arrosait d'alcool du soir au matin. Au bout de quatre jours, l'odeur était devenue si étouffante que pour fuir la démente d'aller faire sa déclaration. La robe a été arrêtée hier. »

Cette histoire, s'enrichissant à chaque instant de détails horribles et gnostiques, s'accentue d'une manière satisfaisante. On en trouve une preuve significative dans le bon accueil fait par les organes socialistes à l'amélioration constatée dans les qualités combatives de l'armée et attribuée à la nouvelle discipline introduite dans les troupes.

## LES INFORMATIONS

« La maison « mortuaire » la concierge nous a déclarés ne connaître personne du nom d'Anne Duchartier, pas plus qu'elle n'avait eu connaissance de cette histoire mystique.

Les informations puisées dans la rumeur publique étaient pourtant tellement précises que nous résolvâmes de nous glisser subrepticement dans la maison, mais, au 3<sup>e</sup> étage, nous nous heurtâmes à une porte scellée.

Nous dûmes faire demi-tour et nous rapporter sur le commissariat du quartier Saint-Avoye.

La, on nous démentit formellement cette histoire de brigands.

« Ce sont d'absolus conteurs, nous dit-on, qui n'ont trouvé d'écho que chez les commères du quartier.

Le décès de Mlle Duchartier est de beaucoup postérieur à la date d'abord présumée; la sœur de la défunte avait veillé la morte la fenêtre grande ouverte; le temps était orageux; Mlle Marie Duchartier, sa sœur, n'aurait pu laisser aller le corps de sa sœur avec de l'eau de Cologne; la décomposition fut ainsi précipitée, et lorsque le médecin de l'hôtel-civil vint constater le décès, le corps était en putréfaction. Voilà toute l'histoire! »

Quant aux cierges allumés, quant à la robe de bureau et aux accessoires religieux, c'est la pure invention.

Voilà comment naissent les légendes. — Claude CADET.

## Le Ministère Serbe

Carlow, 6 juillet. — M. Pechitch a achevé le remaniement de son cabinet. M. Béassaire Jankovich et Miloich Trifunovich ont reçu respectivement les portefeuilles du Commerce et de l'Instruction publique.

## EN CHINE

### La Contre-Révolution

London, 6 juillet. — On mande de Shanghai au Morning Post:

« Tsuchijini, en compagnie de Tanghua-lung et d'autres notabilités politiques, sont partis lundi soir pour Meichang, où d'importantes forces sont rassemblées. Tsuchijini prendra le commandement de toutes les forces qui arrivent du sud, des provinces de Kiangnan, de Kiangsi, de Kiangsou, et de celles de Shantung.

« On prévoit une attaque contre Hanchou, quartier général de Changshun. Un ordre sera lancé immédiatement, le président en ayant pris l'initiative; celui-ci, depuis qu'il s'est retiré à la légation japonaise, a ordonné à Feng Kirohanga d'assumer provisoirement la présidence et d'installer le gouvernement à Nanking, afin de réinstaurer Tsuchijini en qualité de premier ministre.

« L'empereur n'a pas encore été reconnu dans le pays hors de Pékin. »

### Les Fils d'Etrangers nés en France

Aujourd'hui est promulguée la loi concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France.

Aux termes de cette loi, sous réserve des traités en vigueur, « devient Français » tout individu du sexe masculin né en France d'un étranger, et qui, à l'époque où il atteint l'âge de dix-huit ans, est domicilié en France, à moins qu'il ne déclare la présidence et d'installer le gouvernement à Nanking, afin de réinstaurer Tsuchijini en qualité de premier ministre.

« L'empereur n'a pas encore été reconnu dans le pays hors de Pékin. »

### LES PARTIS PORTUGAIS

Lisbonne, 6 juillet. — Le ministre de la guerre a repris aujourd'hui les fonctions qu'il avait momentanément abandonnées pour se rendre en France et en Angleterre. Dans un conseil des ministres, le ministre de la guerre a rendu compte de son voyage. Demain, il retournera son réel devant le Parlement.

Le gouvernement, en réponse à la demande de l'opposition qui réclame la constitution d'un comité secret, déclare qu'il laisse toute liberté à la majorité pour décider sur la question, ajoutant qu'à la séance de demain, il dira tout ce qu'il est possible.

Le bruit court, accueilli dans plusieurs journaux, qu'il est question d'une reorganisation du ministère où les démocrates et les évolutionnistes partageraient la responsabilité de la guerre. — (Raio).

### DERNIÈRE HEURE

#### COMMUNIQUE ANGLAIS

Un coup de main tenté cette nuit par l'ennemi contre nos postes de la région de Bullecourt a été repoussé.

Aucun autre événement important à signaler.

## Diplomates de Rédactions

Les critiques militaires sont devenus bien vite la risée du public; personne ne les prend plus au sérieux; on ne les lit que pour relancer les sottises monumentales, les bourdes, que presque tous les journalistes ont écrits, pour ainsi dire automatiquement.

Il y a une autre catégorie d'auteurs de la presse dont l'autorité ne survivra pas non plus à la guerre. Je veux parler des diplomates de rédaction, du quartier de publicistes qui se sont spécialisés dans la politique étrangère. C'est un pauvre troupeau.

Il y a parmi eux un bon nombre de traducteurs qui, hier encore, travaillaient dans les arrière-magasins du Sentier ou du Marais à mettre en un français approximatif les lettres qui venaient des pays de langue anglaise, ou de l'Amérique espagnole; à force de dicter aux dactylographes de leurs patrons des lettres destinées à des marchands de Rio, de Pernambuco, de Caracas ou de Bombay, quelques-uns finirent par se persuader qu'ils connaissaient l'univers et la politique internationale, et ils ont fait partager la haute idée qu'ils ont d'eux-mêmes à des directeurs de journaux pour le moins assez ignorants.

L'autorité de ces spécialistes de la politique étrangère est composée de jeunes ou de vieux dadas qui ont appris la diplomatie à l'École des Sciences politiques, c'est-à-dire en deux ans, à raison d'une heure de cours par semaine; armés des connaissances acquises de cette façon, ces Talleyrand et ces Vergennes brevetés par les maîtres de la rue Saint-Guillaume, ont passé quelques années à jouer au bridge avec des consuls, leurs chefs, dans un pays dont les uns et les autres ignoraient parfaitement la langue et ne pouvaient fréquenter les habitants. Et un beau jour, Paris les revint, portant dans leur cervelle même le passé et l'avenir de l'Europe et du monde, épatant les vieillards aveugles en soulignant du Ponze des villes sur les cartes, émerveillant les douaniers sourds en lançant devant leurs noms de personnages étrangers, dont ils écoutaient d'ailleurs la prononciation, et qu'ils ne connaissaient que par le Gotha.

Tandis que les critiques militaires voyaient les Russes aux portes de Berlin, les diplomates de rédaction nous attribuaient généralement les sympathies et nous annonçaient les concours prochain de toutes les cours réactionnaires où se mît en jeu, en réalité les plus méchants complots contre les Alliés.

Mais c'est la Russie qui fournit à ces auteurs de la politique étrangère la plus belle occasion de montrer à quel point ils sont, suivant un mot célèbre, étrangers à la politique.

À deux ou trois exceptions près, tous furent des admirateurs forcés du tsarisme, des diffamateurs passionnés du libéralisme russe et des partisans révolutionnaires.

Si les démocrates et les socialistes qui sont maintenant au pouvoir ne se sont pas tournés contre la France, ce n'est pas la faute de ces rédacteurs des grands journaux nationalistes: ils ont bien fait tout ce qu'ils ont pu pour nous aliéner ces révolutionnaires, en les attaquant, en les injuriant, en demandant à notre gouvernement de les expulser de France, quand ils faisaient à notre patrie l'honneur de lui demander de les abriter contre la police tsariste.

On pourrait croire que les événements de ces derniers mois avaient appris quelque chose aux cancrès de la diplomatie quotidienne.

Pas du tout!

Ils semblent ne pas avoir entendu le général Illeso démontrer que si la Roumanie a été si rapidement écrasée, c'est parce que les ministres réactionnaires de Pétroucaro ont empêché les armées russes de voler à son secours, comme il avait été entendu.

Ils semblent ne pas avoir connu la parole terrible du général Broussiloff déclarant que, si n'avait pas été trahi par les amis du tsar, son offensive de 1915 aurait mis fin à la guerre.

Ils semblent ne jamais avoir vu que le ministre Soukhomlinov envoyait les moujiks se battre sans armes, ni munitions, après avoir répété aux Alliés que la Russie avait des provisions inépuisables, et après avoir refusé les milliers de fusils qu'offrait l'Angleterre.

Ils semblent être les seuls à ignorer que les armes et les munitions envoyées en abondance par la France et l'Angleterre aux Roumains n'arrivèrent pas à ces derniers, parce que les traités réactionnaires de Pétroucaro les avaient volontairement arrêtés et oubliés sur des voies de garage, à Téraspoli, à Kiev, à Mohiliv, etc.

Par contre, nos diplomates de la presse chauvine diffamant la révolution et les révolutionnaires, avec autant de persidie. La revue Les Nations relève quelques-unes des erreurs et quelques-uns des mensonges colportés par ces « spécialistes », dont la politique étrangère, mais l'ignorance ou le déloyauté.

Ils n'avaient pas su prévoir la révolution. Ils ne lui ont pas pardonné d'avoir défilé et d'avoir ainsi enfoncé un démenti brutal à leurs pronostics.

Un mois avant la révolution, le 1<sup>er</sup> février, l'un des plus suffisants parmi les grimauds qui tarinent sur la poli-

## LA DERNIÈRE JOURNÉE

La commission est terminée. La Chambre discutera aujourd'hui les ordres du jour.

Le gouvernement semble devoir se rallier à celui de M. Abami, qui prend acte de tous ses efforts et qui a confiance en lui pour mener la guerre jusqu'à la victoire finale.

D'autres discussions peuvent s'élever sur d'autres ordres du jour. Il est possible que les socialistes demandent des résolutions sur certains points, et cherchent à obtenir certaines déclarations de M. Ribot.

D'autre part, on prête à M. Aristide Jolibois l'intention de développer les raisons qui lui ont fait déposer un ordre du jour spécial.

En tous cas, le gouvernement ralliera la majorité, mais le nombre des opposants peut être plus ou moins grand, selon les concessions que fera le président du Conseil.

### Sous notre Bonnet

En tête de sa première page, le Matin publie aujourd'hui un article intitulé: Une voix américaine et signé « Louis Barthou ».

« Dans le Matin, maintenant, les socialistes demandent des résolutions sur certains points, et cherchent à obtenir certaines déclarations de M. Ribot.

D'autre part, on prête à M. Aristide Jolibois l'intention de développer les raisons qui lui ont fait déposer un ordre du jour spécial.

En tous cas, le gouvernement ralliera la majorité, mais le nombre des opposants peut être plus ou moins grand, selon les concessions que fera le président du Conseil.

### Y a-t-il deux Justices?

Les journaux des socialistes, la presse des curés, les gazettes des confessionnaires, annoncent, sur un ton d'allégresse, provocation, qu'annoncent que les poursuites engagées contre l'archevêque de Tours sont suspendues.

« L'archevêque de Tours a commis un délit. Il a exhibé sur le clocher de la cathédrale — monument qui ne lui appartient pas et que l'on avait déjà converti en musée! — le drapeau du Sacré-Cœur, exhibition interdite par un arrêté ministériel.

« Les poursuites étaient donc justifiées.

« Quelle est l'autorité qui intervient ainsi pour arrêter l'action de la justice? Quelle autorité les juges auront-ils désormais pour condamner de pauvres gens, si on leur arrache les délinquants quand ceux-ci sont riches, et hauts dignitaires de l'Église romaine? »

« Il faut que la Justice soit égale pour tous. La loi est la loi, même pour les ennemis du régime, même pour les gens qui usent de leur autorité pour prêcher la débilité, la crainte, la lâcheté, l'effacement au nom de la loi du pays.

« La Justice ne doit pas avoir deux visages: l'un, souriant et débonnaire, pour les archevêques; l'autre, dur et sévère, pour les ouvriers et les hommes du peuple.

« L'archevêque de Tours a commis un délit: qu'il le paie! Qu'il soit puni!

« Les fautes scandaleuses dont on veut le faire bénéficier, seront un coup porté à l'ordre public; elle ruinerait le respect de l'autorité dans l'âme des pauvres gens.

« Cette faveur donnerait aux malheureux le droit de croire que la loi n'est faite que contre eux.

« En prison, l'archevêque.

« Ou alors, que l'on relâche les pauvres gens que l'on a incarcérés pour des faits de grèves, et qui sont infiniment moins coupables que lui, et puissent pratiquer! »

« Les lois de la République ne reconnaissent plus de privilèges à l'Église romaine. G. Cl... »

### Georges CLAIRET

### AU PARLEMENT

### LA DERNIÈRE JOURNÉE

Le comité secret est terminé. La Chambre discutera aujourd'hui les ordres du jour.

Le gouvernement semble devoir se rallier à celui de M. Abami, qui prend acte de tous ses efforts et qui a confiance en lui pour mener la guerre jusqu'à la victoire finale.

D'autres discussions peuvent s'élever sur d'autres ordres du jour. Il est possible que les socialistes demandent des résolutions sur certains points, et cherchent à obtenir certaines déclarations de M. Ribot.

D'autre part, on prête à M. Aristide Jolibois l'intention de développer les raisons qui lui ont fait déposer un ordre du jour spécial.

En tous cas, le gouvernement ralliera la majorité, mais le nombre des opposants peut être plus ou moins grand, selon les concessions que fera le président du Conseil.

### Sous notre Bonnet

En tête de sa première page, le Matin publie aujourd'hui un article intitulé: Une voix américaine et signé « Louis Barthou ».

« Dans le Matin, maintenant, les socialistes demandent des résolutions sur certains points, et cherchent à obtenir certaines déclarations de M. Ribot.

D'autre part, on prête à M. Aristide Jolibois l'intention de développer les raisons qui lui ont fait déposer un ordre du jour spécial.

En tous cas, le gouvernement ralliera la majorité, mais le nombre des opposants peut être plus ou moins grand, selon les concessions que fera le président du Conseil.

### Y a-t-il deux Justices?

Les journaux des socialistes, la presse des curés, les gazettes des confessionnaires, annoncent, sur un ton d'allégresse, provocation, qu'annoncent que les poursuites engagées contre l'archevêque de Tours sont suspendues.

« L'archevêque de Tours a commis un délit. Il a exhibé sur le clocher de la cathédrale — monument qui ne lui appartient pas et que l'on avait déjà converti en musée! — le drapeau du Sacré-Cœur, exhibition interdite par un arrêté ministériel.

« Les poursuites étaient donc justifiées.

« Quelle est l'autorité qui intervient ainsi pour arrêter l'action de la justice? Quelle autorité les juges auront-ils désormais pour condamner de pauvres gens, si on leur arrache les délinquants quand ceux-ci sont riches, et hauts dignitaires de l'Église romaine? »

« Il faut que la Justice soit égale pour tous. La loi est la loi, même pour les ennemis du régime, même pour les gens qui usent de leur autorité pour prêcher la débilité, la crainte, l'effacement au nom de la loi du pays.

« La Justice ne doit pas avoir deux visages: l'un, souriant et débonnaire, pour les archevêques; l'autre, dur et sévère, pour les ouvriers et les hommes du peuple.

« L'archevêque de Tours a commis un délit: qu'il le paie! Qu'il soit puni!

« Les fautes scandaleuses dont on veut le faire bénéficier, seront un coup porté à l'ordre public; elle ruinerait le respect de l'autorité dans l'âme des pauvres gens.

« Cette faveur donnerait aux malheureux le droit de croire que la loi n'est faite que contre eux.

« En prison, l'archevêque.

« Ou alors, que l'on relâche les pauvres gens que l'on a incarcérés pour des faits de grèves, et qui sont infiniment moins coupables que lui, et puissent pratiquer! »

« Les lois de la République ne reconnaissent plus de privilèges à l'Église romaine. G. Cl... »

### LA DERNIÈRE JOURNÉE

Le comité secret est terminé. La Chambre discutera aujourd'hui les ordres du jour.

Le gouvernement semble devoir se rallier à celui de M. Abami, qui prend acte de tous ses efforts et qui a confiance en lui pour mener la guerre jusqu'à la victoire finale.

D'autres discussions peuvent s'élever sur d'autres ordres du jour. Il est possible que les socialistes demandent des résolutions sur certains points, et cherchent à obtenir certaines déclarations de M. Ribot.

D'autre part, on prête à M. Aristide Jolibois l'intention de développer les raisons qui lui ont fait déposer un ordre du jour spécial.

En tous cas, le gouvernement ralliera la majorité, mais le nombre des opposants peut être plus ou moins grand, selon les concessions que fera le président du Conseil.

# Au Jour le Jour

Commentaires

## Le Vertige de Loti

Pierre Loti a des grands yeux doux d'enfant. De l'enfant, Loti possède la candeur, et aussi la gravité profonde. Car l'enfant, plus désintéressé que l'homme, est plus grave.

« Quelques aspects du vertige mondial ». Voilà comment Loti intitule le recueil des articles qu'il écrit pendant la guerre.

Un vertige... C'est un bien extravagant vertige, pour Loti, que cette maladie épouvantable de l'Europe, cette fièvre d'acier sanguin, ce délire mortel de la race occidentale !

Loti est un peu ébouriffé par ce vertige. Lui n'appartient plus tout à fait à notre Europe. Il a tant voyagé. Il vient des pays où l'homme ne se trace pas le vain devoir de soumettre la nature, et de dominer la terre. Il vient des pays où l'homme veut, au contraire, se perdre dans la nature, être une chose qui n'a plus d'âme à soi, mais seulement une parcelle de l'âme du monde.

Loti a parcouru avec tant de ferveur les terres orientales qu'il en a rapporté une âme orientale. Il sait que l'action est faiblement mauvaise. Il importe avant tout de se fonder sur soi-même, et de ne rien faire, pour ne point souffrir des obstacles qui ne manquent pas de se dresser devant nous, si vous tenez à faire quelque chose. Il importe de ne point créer du mal, et si, en plus, et aux autres, et pour cela, encore, il vaut mieux rêver qu'agir.

Loti a appris cette bonne morale en Turquie, dans les villes aux minarets verts, en écoutant, à l'heure très calme du crépuscule, la psalmodie lente des muezzins, — ou bien dans la pénombre des vieux palais de Chine, où jamais ne parvient la lumière du jour, — car la lumière du jour invite à agir, et la pénombre à songer.

C'est avec cette âme de mandarin sage que Loti juge l'actuel.

L'Occident dédaigne la douce morale orientale, et tout l'idéal des occidentaux est d'agir le plus possible, au besoin agir n'importe comment, mais agir beaucoup. Les gens d'Occident veulent asservir les éléments, construire un monde à eux, posséder la terre, toute la matière. La matière.

— (4 lignes censurées)

A travers Paris

## Gospopolis

J'étais assis hier à la terrasse d'un café des boulevards avec un vieux camarade, qui revenait de voyage. A vrai dire, nos opinions divergent quelque peu. Je n'avais perdu de vue, il y a une dizaine d'années : c'était un entragé nationaliste. La France aux Français ! ne cessait-il de répéter. Comme l'aspect de sa patrie, qu'il estimait envahie par les étrangers, lui déplaisait, il avait pris la résolution d'errer dans le monde ; à Zanzibar, à Sumatra, au Japon, etc., etc.

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

signes ont pour principe de garder les poils, comme de méchants petits bébés, qu'on sait incapables de résister. Aussi, jamais de permissions. Ou alors si un vilain enfant (les poils n'ont-ils pas tous une âme d'enfant ?) veut s'émanciper et réclamer trop haut une permission, on la lui donne, mais, à coup sûr, on lui signe son « excusé » et le surlendemain il ira voir soit aux Tourelles, soit à son dépôt, s'il est plus facile d'obtenir une laissez-passer.

C'est ainsi que se passent les choses dans un hôpital voisin.

Pas de sortie. Les poilus, habitués au grand air, risquent de s'émanciper dans les longs corridors sombres, semblables à ceux des prisons, qui sont le seul promenoir des soldats, avec la cour, grande comme un mouchoir de poche et où le nombre de bancs est insuffisant pour tous les malades et blessés.

Quelles sont donc les distractions des pauvres poilus qui se voient enfermés civils ? Au temps où cet hôpital était civil, de fréquents concerts égayaient les soldats. Mais le médecin-chef a supprimé les représentations théâtrales et les poilus pour se distraire, comme de gentilles petites filles, font des tapis, tressent du raffa et trouvent même du plaisir à aligner sur les tables de leurs salles d'impeccables cocottes en papier.

Tel est le régime que l'on inflige — régime de garderies de bébés, pour ne pas dire de prison — à des hommes qui lument, chacun dans son petit coin, des héros ! C'est ce régime que subit, par exemple, un rapatrié d'Allemagne, avec 27 mois de captivité !

— (4 lignes censurées)

Une Ligue pacifiste en Allemagne

La francophile Gazette de Lausanne (5 juillet 1917) emprunte à la Gazette de Francfort (2 juillet) le compte rendu d'une réunion qui a eu lieu, à Francfort, sous la présidence du professeur Rössler, en vue de la formation d'une Ligue populaire pour une paix de conciliation. — c'est la traduction du titre. La Gazette de Lausanne dit :

L'idée de cette ligue a été lancée il y a quelque temps par le député socialiste-majoritaire Wolfgang Heine, dans un article publié par le Berliner Tagblatt. La réunion de Francfort groupait des socialistes, des membres du Centre et des membres du parti progressiste populaire. Heine a prononcé un discours pour expliquer le but de la ligue ; l'idée essentielle est qu'il importe de convaincre le peuple qu'il faut une paix de conciliation et non une paix imposée par la force. Heine a développé

(11 lignes censurées)

Heine a fait le procès des annexionnistes allemands qui mènent la lutte contre le chancelier opposés à leurs vœux les opinions de la grande majorité du peuple allemand :

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

« Je ne crois pas, dit-il, à une paix conclue par le peuple et à une paix de conciliation. Il ne s'agit pas pour l'Allemagne de renouer le contact avec nous, mais de nous imposer sa paix ; si elle n'est que plus forte, elle ne sera que plus dure et plus sévère. »

leté que prêter aux pacifistes des pensées et de intentions qu'ils n'ont pas, que de calomnier leurs sentiments en les représentant comme les partisans d'une paix à tout prix, humiliante et déshonorante pour la France.

Nous aimons aussi notre pays, nous pensons l'aimer même d'une façon plus intelligente, et avec plus de clarté, que certains qui parlent et écrivent comme s'ils avaient le monopole du patriotisme.

Nous n'accepterions pas une paix qui laisserait la France amoureuse et maternellement et moralement. Aucun de nous ne consentirait à capituler devant l'Allemagne ne permettrait qu'elle imposât ses conditions, alors que les alliés disposent encore d'immenses ressources.

Soulevons-le nous sciemment juste — la France ayant jusqu'ici soutenu le plus héroïque effort, supporté le plus de sacrifices et versé son sang à flots — que nos alliés, dont nous reconnaissons d'ailleurs le magnifique élan, la soulagent de plus en plus.

Est-ce à dire que les pacifistes aiment la guerre ? Renient leur idéal ? Abandonnent devant la fatalité ? Non. De la guerre, dit M. Brulot, nous nous refusons à en voir la beauté. Mais, en dépit de la censure, notre intelligence n'est pas à ce point chloroformée que nous n'éprouvons aucune angoisse devant l'inconnu mystérieux.

Censuriana

De la frontière suisse, Homo fait parvenir cette nouvelle à l'Humanité :

En même temps on constate que la presse réactionnaire et d'extrême-droite... dans tout le pays leur propagande formidable sans qu'ils soient gênés dans leur besoin.

C'est une nouvelle venant... d'Allemagne.

Ça et là

Le dernier numéro de la revue : « Les Nations » publie entre autres articles : *« Quo pensamus, femine ? »* par Mme Séverine ; *« Une leçon de stratégie, car Mites Diplomatiques ; La Société des Nations »* par M. J. Goldsky ; *« La Société des Nations, par M. Oscar Bloch ; des Poèmes de Mile Sœur-Amyvalde, »* GAUJ.

Le Bonnet Rouge publie tous les jours les convocations et les communications des groupements sportifs.

Les Concoeurs du Conservatoire

Voilà un concours où chacun des participants, ou presque, aura décroché un prix. La raison d'une telle générosité, de la part d'un jury ordinairement plus avare dans la distribution des récompenses, est vraisemblablement que sous la dénomination de « déclamation lyrique », on a joint les concours d'opéra et d'opéra-comique. Tel qui eût remporté un prix en Opéra, n'eût eu aucune récompense en opéra-comique, et tel autre, au contraire, eût raté son opéra et triomphé dans l'opéra-comique. Les uns et les autres ont fort équitablement été pris au palmarès. Ne nous plaignons donc pas de l'indulgence des jurés d'hier.

Dans ce concours, il est à remarquer que le progrès accompli par les chanteurs et chanteuses dans l'art du chant, et que le progrès des tenors très nous ont surpris lorsqu'ils leur fallait dire un mot de texte ou faire trois pas, autrement qu'en gonflant le thorax. Cette année, leur jeu a acquis plus de naturel. C'est un progrès à signaler qui a son importance.

Deux excellents concours : celui de M. Parmentier, débonnaire comédien et chanteur habile, et surtout celui de Mile Alix, qui, dans la *Cid*, fit preuve d'une puissance dramatique indiscutable, fortifiée encore par une voix puissante et belle.

Au surplus, voici le palmarès :

Hommages. — 1<sup>er</sup> prix d'excellence : M. Parmentier ; 2<sup>o</sup> prix : M. Winkopp ; 3<sup>o</sup> prix : M. Herant (à l'unanimité) ; MM. Peyre et Nonguet.

Femmes. — 1<sup>er</sup> prix : Miles Rosay, Francosca, Laval, Alix Boye, Lirida ; 2<sup>o</sup> prix : Miles Perrolé, Carle, Myrtis ; 3<sup>o</sup> prix : Vubert, Bourguignon, Huc, Elino-Roncey, Armande, Viratelle, Sibille ; 4<sup>o</sup> prix : Miles Pargny, Badier (à l'unanimité), Balanasco.

Le Bonnet Rouge est à la disposition de tous les locataires pour assurer d'une façon complète la défense de leurs intérêts.

Une permanence est établie les MARDI ET VENDREDI de 11 heures à midi, au Bonnet Rouge, 44, rue Drouot.

Marcel SERANO.

# La Renaissance Républicaine

Chez les Jeunes

Dès le début de la guerre, les jeunes gens à leur tour se sont vu permettre pas de prendre les armes, se réunirent dans le silence. C'est ainsi que put s'élever la voix des hommes de quarante-ans, sans qu'aucune protestation se dressât devant leur indécence.

Puis, peu à peu, les jeunes écrivains de l'arrière, sur les conseils de leurs camarades du front, se ressaisirent et tirèrent tête aux belliqueux académiciens.

Mais l'action des jeunes ne s'exerce pas seulement dans le domaine de la spéculation. Ils comprennent enfin, grâce encore aux exhortations des combattants amis de la Raison et de la République, que l'union sacrée n'a profité qu'aux partis de réaction qui continuaient inlassablement et perpétuellement leur œuvre, tandis que les démocrates restaient inactifs et désunis.

Aujourd'hui, ce sont les étudiants républicains qui se groupent afin de défendre les conquêtes de la démocratie. C'est là sans doute, le plus grand bienfait de la guerre, et il convient de féliciter sans réserve, ceux qui viennent de l'entreprendre.

Certes, les groupes républicains ne manquaient pas au Quartier Latin. On se souvient encore des manifestations courageuses qu'organisèrent le groupement des étudiants socialistes de la rue Grégoire-de-Tours et l'Union républicaine de la rue d'Ulm, fondée en 1903 par des radicaux et des socialistes fraternellement unis afin de défendre la vraie tradition française.

Nombreux furent les étudiants qui luttèrent avec énergie contre les entreprises criminelles et la criminelle folie des chauvins exaltés. C'est ainsi que de Blois fut, au Quartier, toujours en honneur.

Survint cette guerre où nous avons sacrifié, matériellement, toutes les Associations se trouvant désorganisées. Seul le groupe socialiste de la rue Grégoire-de-Tours survécut à l'existence. Quelques mois avant la mobilisation, s'était créée l'Union radicale et socialiste des étudiants ; mais elle n'eût jamais qu'une existence assez obscure et la guerre n'eût sans doute pas beaucoup de peine à la tuer.

Il importait donc de créer un nouvel organisme, un parti républicain, la guerre, dans son esprit, œuvre de républicains et d'extrême-gauche, dont la conscience s'est réveillée à l'idée d'admettre la main-mise de la réaction sur les principes essentiels de la démocratie.

Tel est le but de l'Association nouvelle. On le voit, l'adhésion à ce programme n'exclut pas la participation aux travaux des autres groupements républicains.

Il faut que les républicains du Quartier, socialistes et radicaux, comprennent la nécessité de s'unir pour la défense de la République. C'est ainsi que se sont créés l'Union républicaine et le groupe socialiste des étudiants.

« Le Bloc ». C'est avec un magistral dessin de Desbarbiers, l'artiste au talent si original, que le Bloc se présente cette semaine.

On trouvera, dans ce numéro, un compte rendu extrêmement intéressant du récent Congrès des Loges maçonniques des pays alliés, — les propos d'un Blocard, de Georges Claires, des articles d'Arnold Boncompagni, de la Société des Peuples, et d'Henri Diez, sur la réaction de certains dictionnaires, et la chanson de Fernand Morelle, des chroniques nourries, des notes de combat, des échos vivants, etc.

« LE BLOC »

« C'est avec un magistral dessin de Desbarbiers, l'artiste au talent si original, que le Bloc se présente cette semaine. On trouvera, dans ce numéro, un compte rendu extrêmement intéressant du récent Congrès des Loges maçonniques des pays alliés, — les propos d'un Blocard, de Georges Claires, des articles d'Arnold Boncompagni, de la Société des Peuples, et d'Henri Diez, sur la réaction de certains dictionnaires, et la chanson de Fernand Morelle, des chroniques nourries, des notes de combat, des échos vivants, etc. »

Louis LÉVY.

LES CHEMINOTS

Une délégation chez M. Desplais

Une délégation de la Fédération nationale des Cheminots, représentant le personnel de toutes les compagnies, a été reçue hier, par M. Desplais.

Après avoir entendu l'exposé des nouvelles revendications des cheminots, le ministre des Travaux publics a promis de donner suite au projet de loi qui sera déposé prochainement sur le bureau de la Chambre des députés et concernant l'indemnité de vie chère.

Avant la discussion de ce projet, la Fédération nationale demandera à être entendue par la Commission parlementaire des travaux publics.

A la Fédération nationale

Au cours de sa dernière réunion, le Conseil fédéral de la Fédération nationale des Cheminots a examiné en détail les travaux de la commission exécutive. Les membres du bureau sortant ont été élus à l'unanimité.

Réunions et Communiqués

CONFECTIONS POUR DAME. — Assemblée générale le dimanche 14 heures, B. du T. Direction générale et tous détails. — Assemblée générale le dimanche, à 16 heures, à la B. du T.

Flours et plumes. — Assemblée générale le dimanche 14 heures 30, à la B. du T. Direction générale et tous détails. — De 14 à 20 h., bureau 11, B. du T., délivrance de cartes syndicales.

Charpentiers en fer. — A 21 h., contrôle, au siège.

PARTI SOCIALISTE 14<sup>e</sup> section. — 111, rue du Château, à 20 h. 30. Conférence par M. Blum, sur la question du charbon. Nomination d'un secrétaire adjoint.

15<sup>e</sup> section. — A 20 h. 30, 230, rue Lecourbe. Com. exc.

18<sup>e</sup> Cignancourt. — A 20 h. 30, 7, rue de Trétaigne. Conseil fédéral.

20<sup>e</sup> Père-Lachaise. — A 20 h. 30. Questions municipales.

Originaires de l'Yonne. — A 20 h., place de la Basilide, 10.

Le Comité de l'Association Amicale des Anciens élèves de l'Orphelinat des Arts, vous prie d'insérer les lignes suivantes : « Malgré la mauvaise foi de certaines personnes intéressées, le nom de Marie Laurent restera éternellement attaché à la fondation de l'Orphelinat des Arts et gravé profondément dans le cœur de celles qui furent élevées en cette bienveillante maison. Aussi, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de la grande artiste, les anciens élèves de l'Orphelinat des Arts ont-elles priées de se réunir dimanche prochain pour déposer sur la tombe de la regrettée fondatrice de cette œuvre si utile, les fleurs du reconnaissance souvenir. (R.-V. après-demain dimanche, à 11 h., porte du cimetière Montmartre, avenue Rachel.) »

Alexandre Dumas fils redoutait les ténéré, c'est le Sourire de France qui nous l'apprend.

Une nuit qu'il s'était attardé chez Sardou, à Marly, il regagna à pied sa villa. Tout à coup, surgissant des hommes masqués qui lui barrent le chemin. Dumas sai-

# L'Action Politique ET SOCIALE

Les Travaillateurs Municipaux contre la Vie Chère

En décembre dernier, un crédit supplémentaire voté par le conseil municipal accordait aux employés et ouvriers des services de la Ville de Paris et assimilés (les agents de nettoyage) une indemnité journalière de cherté de vie.

Toutefois cette indemnité n'était destinée qu'au personnel titulaire de ces services ; les auxiliaires ou temporaires, pour qui sans doute, le prix de la vie est moins élevé, se virent exclus de cette prodigieuse municipalité.

A l'annonce de cette injustice un vif mécontentement se manifesta parmi les derniers. Des négociations furent aussitôt engagées auprès des autorités compétentes. Les entrevues eurent lieu ; le conseil municipal reçut également les réclamations des délégués des employés et ouvriers (les agents de nettoyage) et aucune décision ne fut prise, qui donnât satisfaction aux revendications si justifiées de tout un monde de travailleurs.

Au cours de leurs démarches les audacieux des services municipaux se firent également les défenseurs des intérêts des veuves de soldats et de mutilés et demandèrent le bénéfice de l'indemnité de cherté de vie accordée de droit aux titulaires.

Devant le peu d'empressement apporté par l'Administration à faire droit à leurs demandes, les employés et ouvriers de la Ville de Paris et du département de la Seine, sur convocation de leur comité inter-syndical, se sont réunis hier soir à la Bourse du Travail.

Plus de quatre mille d'entre eux protestèrent contre l'exclusion des mobilisés et des veuves ; du bénéfice de l'indemnité de cherté de vie et réclamèrent en faveur du personnel à bas salaire le minimum de 8 francs par jour, indemnité comprise.

Un ordre du jour dans ce sens, faisant confiance au comité intersyndical et lui donnant mandat de poursuivre la réalisation de leurs desiderata et ce jusqu'à obtention de complète satisfaction a été voté par tous les assistants. — Lucien PIERRET.

Parti socialiste.

Hervé renié par les siens

Les membres du Parti socialiste adhérents des sections de Châtillon, Clamart, Issy-les-Moulineaux, Malakoff et Vanves, ont voté l'ordre du jour suivant :

« Protestent énergiquement contre la campagne de diffamation entreprise par Gustave Hervé dans son Journal La Victoire, contre les étrangers et les journalistes républicains. « Regrettent que le journal officieux du parti n'ait pas pris position contre l'arabesque qui se fait le pourvoyeur de prisonniers de guerre en même temps qu'il joint ses efforts à l'Action Française pour discréditer et diffamer les journalistes républicains. « Demandent à A. P. du Parti d'inscrire à l'ordre du jour du plus prochain Congrès National la proposition d'exclusion du Parti de Gustave Hervé. « Cette proposition a été votée à l'unanimité. »

LES MODISTES ET LA SEMAINE ANGLAISE

A l'occasion de la semaine anglaise, le syndicat des modistes organisera pour demain, à 2 heures et demie de l'après-midi, dans la grande salle de la Bourse du Travail, une manifestation, à laquelle il convie toutes les ouvrières modistes syndiquées ou non.

Les principaux artistes de Paris ont promis leur concours. L'entrée sera entièrement gratuite.

LES CHEMINOTS

Une délégation chez M. Desplais

Après avoir entendu l'exposé des nouvelles revendications des cheminots, le ministre des Travaux publics a promis de donner suite au projet de loi qui sera déposé prochainement sur le bureau de la Chambre des députés et concernant l'indemnité de vie chère.

Avant la discussion de ce projet, la Fédération nationale demandera à être entendue par la Commission parlementaire des travaux publics.

A la Fédération nationale

Au cours de sa dernière réunion, le Conseil fédéral de la Fédération nationale des Cheminots a examiné en détail les travaux de la commission exécutive. Les membres du bureau sortant ont été élus à l'unanimité.

Réunions et Communiqués

CONFECTIONS POUR DAME. — Assemblée générale le dimanche 14 heures, B. du T. Direction générale et tous détails. — Assemblée générale le dimanche, à 16 heures, à la B. du T.

Flours et plumes. — Assemblée générale le dimanche 14 heures 30, à la B. du T. Direction générale et tous détails. — De 14 à 20 h., bureau 11, B. du T., délivrance de cartes syndicales.

Charpentiers en fer. — A 21 h., contrôle, au siège.

PARTI SOCIALISTE 14<sup>e</sup> section. — 111, rue du Château, à 20 h. 30. Conférence par M. Blum, sur la question du charbon. Nomination d'un secrétaire adjoint.

15<sup>e</sup> section. — A 20 h. 30, 230, rue Lecourbe. Com. exc.

18<sup>e</sup> Cignancourt. — A 20 h. 30, 7, rue de Trétaigne. Conseil fédéral.

20<sup>e</sup> Père-Lachaise. — A 20 h. 30. Questions municipales.

Originaires de l'Yonne. — A 20 h., place de la Basilide, 10.

Le Comité de l'Association Amicale des Anciens élèves de l'Orphelinat des Arts, vous prie d'insérer les lignes suivantes : « Malgré la mauvaise foi de certaines personnes intéressées, le nom de Marie Laurent restera éternellement attaché à la fondation de l'Orphelinat des Arts et gravé profondément dans le cœur de celles qui furent élevées en cette bienveillante maison. Aussi, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de la grande artiste, les anciens élèves de l'Orphelinat des Arts ont-elles priées de se réunir dimanche prochain pour déposer sur la tombe de la regrettée fondatrice de cette œuvre si utile, les fleurs du reconnaissance souvenir. (R.-V. après-demain dimanche, à 11 h., porte du cimetière Montmartre, avenue Rachel.) »

Alexandre Dumas fils redoutait les ténéré, c'est le Sourire de France qui nous l'apprend.

Une nuit qu'il s'était attardé chez Sardou, à Marly, il regagna à pied sa villa. Tout à coup, surgissant des hommes masqués qui lui barrent le chemin. Dumas sai-

sil sa canne à épée, qui ne la quittait jamais, et avec un grand geste de spassassin romantique, il en tira... une magnifique plume d'ivoire !

Les bandits étaient de ruse, se démaquait et Dumas reconnaît quatre de ses meilleurs amis. L'illustre auteur de l'Étranger, veut, retrouve tout son sang-froid en même temps que tout son esprit. Il fait tourner légèrement la plume, sous le nez des farceurs et, la sourire aux lèvres : — Vous voyez, Messieurs, que j'en avais pas l'intention de vous faire du mal !

L'Académie française, dans sa séance d'hier, a attribué à M. Gaston Douvres, auteur de l'Envoyée, le prix triennal Émile Augier de 5.000 francs, destiné à l'auteur de la meilleure pièce, en prose ou en vers, jouée au cours des trois dernières années (1914-1916) soit au Théâtre-Français, soit au théâtre de l'Odéon.

## CE SOIR

OPERA. — Clôture annuelle. OPERA-COMIQUE. — Relâche. COMEDIE-FRANCAISE. — 8 h. La Course du Flamand. ODEON. — Relâche. THEATRE-NATIONAL. — 8 h. 30. Monsieur de Croissy ? NOUVEL AMBIGU. — 8 h. 15. Le Mariage de Mademoiselle Beuletans. GAITÉ. — Clôture annuelle. VARIÉTÉS. — 8 h. 15. Mistinguett. CITEAUX. — 8 h. 15. Le Paradis. GYMNASSE. — 8 h. 30. Le Fils de la Marquise. EDUARD VII. — 8 h. 15. Le Dérivé. BOUFFES-PARIISIENS. — Clôture annuelle. GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. Tantalus. Sujet Leger, Cath, Gaudin. DEJAZET